RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

Rapport du GIEC 2021 : synthèse et décryptage

Depuis 1990, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) alerte sur le réchauffement planétaire, ses conséquences et la nécessité d'agir tant sur le volet atténuation du phénomène qu'au sujet de l'adaptation. Le premier volet de son 6ème rapport sur le système climatique et son évolution (à partir de 14 000 études scientifiques) a été publié le 9 août 2021. Les conclusions du résumé pour décideurs méritent d'être décryptées et replacées dans leur contexte.

Le rapport de 2021 est plus fiable et plus alarmant que les précédents

Les scientifiques observent un réchauffement planétaire dont la rapidité et l'amplitude étonnent. L'augmentation de la température ne se manifeste pas seulement en moyenne mais on note également la multiplication et l'intensification des vagues de chaleur qui ont des conséquences importantes pour la santé humaine, l'agriculture et les écosystèmes. **Pour la France, cela pourrait signifier des canicules à 50°C à la fin du siècle.**

Pour la première fois, les experts mettent aussi l'accent sur des informations régionales. Par exemple, la banquise arctique pourrait disparaitre certaines années en fin d'été à partir de 2050. La montée du niveau marin et l'acidification des océans sont partout inéluctables. **Les massifs montagneux sont menacés du fait notamment d'une saison froide plus courte et d'une perte du manteau neigeux. Le pourtour de la Méditerranée, et donc notre bassin sur son versant Est, est quant à lui une des régions les plus menacées par des sécheresses fréquentes et intenses.** Le Gulf Stream pourrait se ralentir, ce qui provoquerait un moindre réchauffement de l'Europe du Nord-Ouest. Les scientifiques ont mis en ligne ces informations par grandes régions du monde au sein d'un atlas interactif : https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/#InteractiveAtlas.

> "C'est désormais sans équivoque : ce sont les activités humaines qui sont responsables."

C'est désormais sans équivoque : ce sont les activités humaines qui sont responsables

La réponse du Giec n'a jamais été aussi tranchée. Les émissions de CO_2 dans l'atmosphère en 2019 étaient les plus hautes jamais observées depuis des millions d'années, malgré l'engagement des Etats lors de l'Accord de Paris en 2015. C'est également vrai pour le protoxyde l'azote et le méthane. Les experts consacrent à ce dernier un chapitre car la situation devient alarmante. Il persiste moins longtemps dans l'atmosphère mais dispose d'un pouvoir réchauffant 28 fois supérieur à celui du CO_2.

3 scénarios climatiques sont possibles, le plus pessimiste étant le plus probable

Le rapport propose 3 futurs possibles mais ils sont loin d'être équiprobables. Dans un premier cas, le réchauffement serait limité à 1,5°C mais les experts estiment sa probabilité économique, sociale et politique nulle. Pire, au rythme où vont les choses, ce niveau d'augmentation de la température pourrait être atteint dès 2040 ! Avec une politique climatique efficace au niveau mondial, notamment basée sur une restriction forte de l'usage des énergies fossiles, un scénario à 2°C à la fin du siècle reste possible, même si sa probabilité est faible. Le troisième où l'élévation moyenne de la température atteint

+4°C à la fin du siècle correspond à la trajectoire historique des émissions de gaz à effet de serre sur laquelle on se situe. Cette moyenne mondiale ne doit pas faire oublier l'effet tampon des océans : ça sera donc bien supérieur sur les continents !

Des conséquences de plus en plus dramatiques

L'enjeu de la lutte contre cet emballement climatique est résumé en une phrase dans le rapport : « maintenir (l'élévation des) températures en dessous de +1,5°C éviterait 255 000 décès et 26 millions de tonnes de pertes de récolte dans le monde ». Vagues de chaleur et saisons chaudes auront des effets majeurs sur la santé, notamment des populations urbaines et sur l'agriculture (qui pourrait atteindre « son seuil de tolérance »). Le risque de submersion va s'accroitre tout au long du 21ème siècle et le risque d'inondations, notamment dans l'hémisphère nord sera plus marqué.

Dans le rapport, il est clairement indiqué que **le cycle de l'eau sera de plus en plus perturbé : des phénomènes extrêmes, dépendant du niveau des émissions de GES au niveau global, deviendront plus fréquents. En France par exemple, on s'attend à des pluies torrentielles et une raréfaction des précipitations estivales, au moins pour le sud.** Le réchauffement généralisé va aussi perturber le cycle du carbone, rendant moins efficaces les puits sur lesquels on comptait pour atténuer le phénomène : terres agricoles, forêts et océans.

Un défi de taille mais le phénomène peut encore être atténué, notamment pour stabiliser le système après 2040.

Certains phénomènes en cours ne sont pas réversibles avant des centaines d'années : jusqu'en 2040 tout parait joué du fait des émissions passées mais il y a un enjeu fort à atténuer, et même à stabiliser le système pour la fin du siècle. Pour cela, il faut atteindre « le zéro émissions nettes », ce qu'on appelle la « neutralité carbone ». Le rapport fait le point sur le « budget carbone » restant. Si l'on souhaite se donner 83 % de chance de rester sous la barre des + 1,5°C en 2100 (objectif ambitieux des Accords de Paris), il faut limiter nos émissions à 300 Gt de CO_2 d'ici là. Ce qui équivaut à seulement 10 ans d'émissions. Il reste donc une certaine marge de manœuvre à l'échelle mondiale même si le défi planétaire est désormais colossal et nécessite :

- Une coopération coordonnée à l'échelle des Etats qui doivent respecter leurs engagements et renforcer leurs contributions nationales à l'horizon 2030 ;
- Des contributions des entreprises qui doivent réduire massivement leurs émissions directes et indirectes et développer l'éco-innovation pour atteindre à long terme la neutralité carbone.

L'attention se porte désormais vers la COP 26 de Glasgow. Les Britanniques veulent déclarer « la chasse au CO_2 » et obtenir un accord mondial sur la sortie du charbon, le plus gros polluant. C'est l'une des conditions pour atteindre la neutralité carbone en 2050, alors que nos sociétés fonctionnent toujours à 80% avec des combustibles fossiles. Le calendrier se resserre : les changements à assumer sont de plus en plus radicaux pour atténuer le phénomène. Un changement profond et rapide des modèles économiques et de nos modes de vie, de production et d'échanges est nécessaire. Or plus les politiques d'atténuation manqueront d'ambition, plus nous aurons des difficultés en termes d'adaptation.



Retrouvez-nous sur
www.eau-grandsudouest.fr